

## COMPTE RENDU DE LA REUNION HAITI DU 10 FEVRIER 2010

---

### Objectifs de la réunion :

- Recenser les associations ligériennes engagées dans une phase d'urgence ou dans la reconstruction en Haïti
- Faire un état des lieux des actions engagées
- Donner la parole aux acteurs

### Point général sur Haïti – A. GARAUD, Président de l'Association France Haïti Artibonite Desdunes et T. GUILLET membre AFHAD

Depuis 2006, la décentralisation constitue un des grands enjeux d'Haïti. Actuellement, le pays est hyper centralisé puisque 60% de l'activité économique et 100% des administrations se trouvent à Port au Prince.

Suite au séisme qui a ravagé le pays, le 1<sup>er</sup> ministre haïtien a rappelé que la reconstruction d'Haïti devrait permettre de reconstruire un « Haïti décentralisé ».

Un rapport de l'ONU de 2009 signale qu'Haïti présente une situation favorable et des conditions économiques porteuses d'espoir. Cependant, les conditions de vie des haïtiens et les problèmes de gouvernance restent très importants.

### *Quelques chiffres*

- Entre 1994 et 2004, 2.5 milliards de dollars ont été injectés par les agences internationales. Dans le même temps, la diaspora haïtienne a injecté 4 milliards de dollars
- En 2009, 27 agences internationales sont présentes sur le territoire haïtien

### *Quel positionnement pour les associations de solidarité internationale ?*

- Appuyer la reconstruction à moyen et long terme
- Prendre le temps de construire des projets en collaboration avec les partenaires haïtiens
- Répondre aux besoins d'urgence encore présents sur place
- Renforcer les compétences locales
- Intégrer les autorités locales
- Être mises en relation avec les grosses ONG nationales qui sont bénéficiaires des aides nationales

### *Les suites du séisme*

Les besoins vitaux demeurent toujours prioritaires, la situation sanitaire est dramatique.

1 millions de sans abris

5 000 à 8 000 écoles fermées ou non sécurisées soit 1.8 millions d'enfants qui n'ont plus accès à une scolarité.

L'aide d'urgence est toujours d'actualité et il faut permettre aux haïtiens d'y accéder. Les secteurs agricoles et éducatifs ne doivent pas être oubliés.

## Le bilan des actions financées par la Région des Pays de la Loire

Excusé : Pompiers sans Frontières actuellement en mission à Haïti

### *Gynécologie sans Frontières* (GSF – H.J. Philippe, Président)

GSF est une association composée d'obstétriciens et sages-femmes qui a pour objectif de promouvoir la femme son développement, sa dignité et sa santé dans la société. L'association réfléchit sur de nouvelles approches et de nouvelles pratiques de la santé publique dans le monde, fondées sur le respect de la dignité humaine, et de la femme en particulier.

Dans le cadre de sa mission d'urgence en Haïti, GSF a fait le choix de prendre en compte la dimension obstétricale dans ce contexte dramatique en venant en aide aux femmes enceintes et aux nourrissons sinistrés.

GSF intervient à Léogane (création d'un poste médical obstétrical), Jacmel (appui à l'hôpital), Port au Prince (appui à la maternité) et a également été sollicitée par la commune de Jérémie pour venir en aide aux 40 000 réfugiés.

Un projet de création d'un bloc ambulancier (type SAMU) est également envisagé pour pouvoir notamment réaliser des césariennes dans les zones prioritaires.

GSF a informé le CHU de Nantes de sa démarche et ce dernier est prêt à s'engager à coopérer avec le CHU de Port au Prince.

### *Cités Unies France* (CUF – Félicia Médina, chargée de mission Amérique Latine, Caraïbes)

L'association CUF fédère les collectivités territoriales françaises engagées dans la coopération internationale.

Suite au séisme qui a touché Haïti, CUF a souhaité engager :

- Un travail de lobbying pour faire entendre la voix des collectivités locales haïtiennes au niveau mondial
- Un travail de lobbying avec Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) pour que les élus haïtiens puissent être représentés à la réunion des donateurs qui se déroulera le 23 mars à New York.
- Un travail de coordination de l'appel au don lancé auprès des collectivités locales françaises
  - o Les fonds seront utilisés pour la reconstruction du pays et le fonctionnement des collectivités locales haïtiennes
  - o L'affectation des fonds sera décidée de manière collégiale par les collectivités françaises donatrices, en concertation avec les collectivités haïtiennes

Une mission de CUF en Haïti, accompagnée de collectivités locales françaises, est envisagée. Les collectivités locales françaises veulent s'engager à long terme avec des collectivités locales haïtiennes. La plupart des collectivités françaises ont fait bénéficier les associations de leur territoire d'une aide d'urgence. La coordination de l'aide doit se faire ici et là-bas.

## Synthèse des questions soulevées par les participants

- 80% des haïtiens vivent dans une extrême pauvreté, le séisme les a plongés dans une misère encore plus profonde. L'aide d'urgence (alimentaire, hygiène...) ne doit pas s'arrêter tout de suite.
- Sur place, la population haïtienne est organisée, la vie a commencé à reprendre seulement 9 jours après le séisme malgré les conditions très difficiles. L'activité économique est bloquée et il n'y a pas

de « cordon ombilical » permettant de relier Saint Domingue à Port au Prince, notamment pour l'acheminement des vivres et des médicaments.

- Un des objectifs prioritaires de la post urgence sera de redynamiser les zones rurales, très affaiblies. Pour cela, il faut des outils de développement durable à court, moyen et long terme. Il faut favoriser la création de coopératives locales ou le travail avec celles existantes.
- Souhait de création d'une plateforme de contacts entre les grosses ONG et les petites associations de solidarité internationale
- Souhait que la Région des Pays de la Loire organise des rencontres régulières entre les acteurs investis sur Haïti

**Patricia CEREIJO**, Conseillère régionale en charge de la coopération internationale

La Région des Pays de la Loire réaffirme son souhait d'appuyer les acteurs ligériens pour les projets qu'ils pourraient mener vers Haïti.

Suite au séisme qui a ravagé le pays, la Région des Pays de la Loire a décidé de débloquer 100 000 € pour appuyer 3 acteurs :

- 30 000 € à l'association Pompiers sans Frontières
- 10 000 € à l'association Gynécologie sans Frontières
- 60 000 € au fonds de solidarité Haïti créé par Cités Unies France

La Région des Pays de la Loire s'associe également à la démarche de l'Association des Régions de France pour la construction de lycées antisismiques.

Le FRASICOD Là-bas est un dispositif qui peut permettre aux acteurs de voir leur projet de développement vers Haïti financé. Un comité FRASICOD sera organisé en juin 2010, avec une date limite de dépôt des dossiers fixée mi avril. Un second aura lieu en octobre 2010 avec une date limite de dépôt des dossiers fin août. Dans le cadre de ce dispositif, les projets ne pourront recevoir de financement pluriannuel. En effet, la collectivité est soumise à l'annualité du budget et ne peut y déroger.

La Région des Pays de la Loire n'a pas la volonté de faire « à la place de » mais au contraire d'accompagner les acteurs et de prendre une place dans la diplomatie internationale. Le travail des collectivités et des associations est indissociable. Un regard très attentif sera porté sur les dossiers concernant Haïti.

#### **Propositions :**

- Organiser une nouvelle rencontre des acteurs « Haïti » afin de faire un état des lieux des actions menées
- Mettre en ligne sur le site Alcid ( [www.alcid.org](http://www.alcid.org) ) le compte rendu de la réunion, la liste des participants et les actualités des différents acteurs